



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 103 – 23 FEVRIER 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**NIGERIA :
NOUVEL
EUROBOND A
2.5 Mds USD
EN FEVRIER**

LES ECHANGES DE LA
FRANCE AVEC LE
BURKINA FASO ET LE
NIGER EN NETTE
CROISSANCE EN 2017

KENYA :
DEGRADATION DE LA
NOTE DU PAYS PAR
L'AGENCE MOODY'S

RWANDA : FORTE
HAUSSE DES RECETTES
D'EXPORTATIONS
HORTICOLES

NIGERIA :
RAPPROCHEMENT
COMMERCIAL AVEC LE
ROYAUME-UNI

MAURICE : CINQ
NOUVEAUX PLANS
D'ASSISTANCE POUR
DYNAMISER LE
SECTEUR DES PME

SIERRA LEONE :
FREETOWN SIGNE UN
PRET AVEC
L'EXIMBANK CHINOISE
POUR SON AEROPORT

COTE D'IVOIRE :
HAUSSE ATTENDUE DE
LA PRODUCTION DE
NOIX DE CAJOU

CONGO-BRAZZAVILLE :
UNE "ROUTE DES
FORESTIERS" EN
PROJET POUR
FLUIDIFIER LE TRAFIC ET
AUGMENTER LES
RECETTES FISCALES



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ CEDEAO : mise en place d'une réserve de sécurité alimentaire

La CEDEAO a révélé que le mécanisme commun de réserve alimentaire était en cours d'opérationnalisation. Il s'agit d'un projet porté par l'AFD à hauteur de 28,6 M EUR, sous la forme d'une délégation de fonds de l'Union européenne (L'UE). L'UE finance notamment la mise en place des facilités de stockage à hauteur de 56 M USD, pour un total de 31 500 tonnes de céréales et produits nutritionnels. Le reste des stocks, qui doivent atteindre 60 000 tonnes pour une première période de 4 ans, seront financés par la CEDEAO. La première intervention du mécanisme de réserve a eu lieu en août 2017 au Nigéria, sur demande du gouvernement, entraînant la remise de 1 130 tonnes de céréales au bénéfice des populations du Nord-est.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Les échanges de la France avec le Burkina Faso et le Niger en nette croissance en 2017

En 2017, les exportations de la France vers le Burkina Faso et le Niger sont en hausse, respectivement de 7,4 % à 250,4 M EUR et de 16,7 % à 150,3 M EUR. Les importations de la France en provenance du Burkina Faso et le Niger sont également en hausse respectivement de 25 % avec un volume de 22,8 M EUR et de 8,5 % avec un volume de 238,7 M EUR. A l'échelle de l'Afrique subsaharienne, le Burkina Faso est le 14^{ème} pays importateur de produits français et le 24^{ème} pays exportateur vers la France. Le Niger occupe respectivement les 20^{ème} et 9^{ème} rangs. Enfin, la France réalise avec le Burkina Faso son 10^{ème} excédent dans la zone sub-saharienne (227,6 M EUR) et avec le Niger son 7^{ème} déficit (-88,4 M EUR).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : 12^{ème} mois consécutif de recul de l'inflation malgré la hausse du prix des carburants

L'inflation en janvier s'établit à 15,13 % en glissement annuel contre 15,91 % au mois de décembre, soit son 12^{ème} recul successif en g.a. De même, l'indice des prix des biens alimentaires est en léger recul, à 18,92 % en janvier contre 19,42 % au mois de décembre. Ces reculs interviennent alors que les prix des carburants accusent des hausses importantes, à 190,9 NGN (contre 171,8 NGN en décembre) pour le prix moyen du litre d'essence, et 213,82 NGN (contre 205,81 NGN le mois précédent) pour le diesel. Le prix du kérosène est en hausse à 288,85 NGN (284,03 NGN en décembre). Pour rappel, les pénuries d'essence ont refait surface dans le pays depuis le mois de décembre, avec le retour des queues aux stations-services.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : nouvel Eurobond à 2,5 Mds USD en février

Le gouvernement nigérian émettra sur la place boursière de Londres d'ici le 23 février un nouvel Eurobond, d'un montant de 2,5 Mds USD en deux tranches : la première d'1,25 Md USD avec une maturité de 12 ans offrant un coupon de 7,143 %, et la seconde à 1,25 Md USD avec une maturité de 20 ans pour un coupon de 7,696 %. Le Bureau nigérian de gestion de la dette (DMO) a indiqué un carnet de commandes de 11,5 Mds USD, soit près de cinq fois le montant de l'émission. L'agence Standard & Poor's assigne la note B à cette nouvelle émission. Pour rappel, en 2017, les autorités ont procédé à des émissions d'Eurobond pour un montant total de 4,5 Mds USD.

✉ Marlene.MARQUESLOPES@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : inflation à 10,3 % au mois de janvier

L'inflation aurait diminué de 150 pnb pour atteindre 10,3 % en janvier, après une augmentation de 10 pnb entre les mois de novembre et décembre. La trajectoire désinflationniste constatée en 2017 devrait se poursuivre cette année ; la Banque centrale ghanéenne (BoG) s'est fixé un objectif d'inflation de 8 % en 2018 tandis que le FMI prévoit un taux de 9 %. En janvier, la BoG avait décidé de maintenir son taux directeur à 20 %, alors que le prix du pétrole s'était renchéri lors des premières semaines de l'année. Au regard de la tendance des prix, elle devrait décider d'une nouvelle réduction du taux directeur en mars et ainsi poursuivre la normalisation de sa politique monétaire.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : exécution du budget 2017

Au 31 décembre 2017, le budget de l'État a été exécuté en recettes à 1 592,1 Mds FCFA (2 427 M EUR) et en dépenses à 2 116,4 Mds FCFA (3 226 M EUR), avec des taux de réalisation de 88,5 % pour les ressources et de 92 % pour les dépenses. Le déficit global s'est élevé à 799 M EUR (-6 % du PIB selon le FMI) et a été partiellement couvert par la mobilisation de ressources via notamment les emprunts obligataires et les décaissements d'appuis budgétaires. Le taux de pression fiscale s'établit à 16,4 % en 2017 contre 15,76 % en 2016. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales 2017 ressort à 52,07 % en 2017 contre 49,49 % en 2016 pour une norme communautaire d'au plus 35 %.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : modification de l'annexe fiscale 2018

Plusieurs nouvelles dispositions fiscales de la loi de finances 2018 avaient suscité le mécontentement du patronat ivoirien. Face à la gronde, le gouvernement avait gelé l'application de ces mesures et entamé des discussions avec le patronat. Au terme des échanges, des accords portant sur la suppression et l'aménagement de certaines des dispositions controversées ont pu être obtenus. Le gouvernement a annulé la taxe de 0,5 % initialement prévue sur les transferts d'argent via le mobile et les dispositions relatives à l'aménagement de l'impôt synthétique et de l'impôt minimum forfaitaire. Pour compenser le manque à gagner, le gouvernement a institué un Droit unique de sortie (DUS) de 10 % sur le prix CAF (coût, assurance, fret) de la noix brute de cajou exportée.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 1 566 migrants clandestins rapatriés en dix mois

Un total de 1 566 migrants ivoiriens ont été rapatriés en moins de dix mois, entre mai 2017 et février 2018, grâce à une collaboration entre le gouvernement ivoirien et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Près de 1000 migrants sont rentrés de Libye, 300 du Niger, 200 du Maroc, 50 de la Mauritanie. Parmi eux, 317 femmes, 1114 hommes et 135 mineurs. L'OIM a participé à leur réinsertion. Près de 800 personnes ont été conseillées et 90 personnes ont participé à des formations avec l'AGEFOP (Agence nationale de la formation professionnelle). Selon l'OIM, 70 % des migrants exerçaient un emploi avant leur départ.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : inquiétude du FMI sur l'endettement non concessionnel

Le FMI a officiellement mis en garde la Mauritanie contre les emprunts non concessionnels. Le taux d'endettement du pays s'est établi à 73 % du PIB en 2017 (hors la dette passive du Koweït qui représente 25 % du PIB). Le Fonds invite les autorités à améliorer la gestion de la dette publique et à mener les réformes structurelles nécessaires pour diversifier l'économie et accélérer la croissance. Pour mémoire, le parlement mauritanien avait ratifié en novembre 2017 plusieurs conventions de prêts, avec notamment : Eximbank India (110 M USD), le Fonds saoudien de développement (21,5 M EUR). Récemment, en janvier 2018, un autre accord de prêt de 18 M USD a été conclu avec le Fond de l'OPEP.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : des perspectives économiques moroses

Selon la Banque Mondiale, la croissance du PIB congolais enregistre pour la 4^{ème} année consécutive un repli, avec des taux négatifs en 2016 (-2,8 %) et 2017 (-1,1 %). La croissance du PIB non pétrolier (+3,3 %) sur la période 2014-2016 n'a pas compensé le déclin du PIB pétrolier (-1,5 %). La Banque Mondiale prévoit une croissance moyenne de 0,9 % sur la période 2017-2019, malgré l'entrée en production des champs pétroliers de Moho Nord, et prône des réformes structurelles destinées à stimuler l'activité privée, ramener l'inflation sous l'objectif CEMAC des 3 % et réduire les déficits budgétaires et extérieurs à 3 et 2,8 % du PIB sur la période 2017-2019.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : rallonge budgétaire approuvée par le Parlement**

Suite à la demande du gouvernement, la Chambre basse du Parlement éthiopien a validé un supplément de 14,0 Mds ETB (514 M USD) au budget 2017/18. Ce supplément financera notamment les catastrophes naturelles, le Fonds pour la jeunesse et d'autres activités du gouvernement. Le budget 2017/2018 avait été adopté en juillet dernier pour 320,8 Mds ETB (soit 11,8 Mds USD), en hausse de 9,6 % par rapport à l'année précédente.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : inflation à 13,4 % en janvier**

Selon la *Central Statistics Agency*, l'inflation s'est élevée à 13,4 % en janvier 2018 contre 13,6 % au cours des mois de novembre et décembre 2017. Alors que l'inflation sur les biens alimentaires enregistre une légère hausse (18,0 % contre 17,4 % en décembre 2017), l'inflation sur les biens non-alimentaires reflue (8,4 % contre 9,4 % en décembre 2017). Supérieure à 10 % depuis août 2017, l'inflation semble progresser depuis la dévaluation du Birr en octobre 2017. Pour rappel, elle s'était établie à 8,1 % sur l'année fiscale 2016/2017.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : dégradation de la note du pays par l'agence Moody's**

L'agence de notation Moody's a décidé d'abaisser la note du Kenya, passant ainsi de « B1 » à « B2 », un choix motivé par une détérioration des perspectives budgétaires, des pressions accrues sur les liquidités du gouvernement et des incertitudes sur la politique économique et budgétaire du pays, en partie imputables à l'instabilité du climat politique. L'agence souligne que la dette publique devrait continuer à augmenter, portée par un déficit primaire persistant et le renchérissement du coût de la dette. Cette décision, qui intervient pendant la tournée de promotion du gouvernement kényan aux Etats-Unis et au Royaume-Uni en vue de l'émission d'un *Eurobond* de 3 Mds USD, pourrait conduire les créanciers extérieurs à exiger une prime de risque supplémentaire.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : mise en garde de l'Autorité des marchés financiers sur l'émission d'une nouvelle crypto-monnaie kényane**

Alors que la Banque centrale avait déjà lancé plusieurs mises en garde contre l'utilisation accrue de crypto-monnaies au Kenya, l'Autorité des marchés financiers (AMF) vient à son tour d'avertir les potentiels investisseurs, arguant que ce type de monnaie ne fait l'objet d'aucun encadrement national. L'AMF souligne qu'en cas de faillite de ces systèmes monétaires, les investisseurs n'auront aucun moyen de recouvrer leurs fonds, risque accentué par le fait que de potentiels fraudeurs pourraient se cacher derrière les plateformes de crypto-monnaies. L'alerte de l'AMF coïncide avec le lancement en ligne du *Nurucoin*, fin janvier 2018, par le propriétaire de la plateforme de *e-commerce BlazeBay*. Une unité de *Nurucoin* est vendue à 10 KES (0,10 USD). Le lancement de cette nouvelle monnaie digitale fait écho à l'appétit grandissant des Kenyans pour les crypto-monnaies ; le Kenya est ainsi le 5^{ème} pays détenteurs de bitcoins au monde, pour un montant de 1,6 Mds USD.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : la Banque centrale réduit ses taux directeurs pour faciliter l'accès au crédit aux PME**

La Banque centrale a annoncé un abaissement de ses taux directeurs de 9,5 % à 9 %. La mesure vise à faciliter l'accès au crédit aux petites et moyennes entreprises du pays. Cette décision intervient dans un contexte de baisse du niveau d'inflation qui s'est élevé à 3 % le mois dernier, principalement en raison de la chute des prix des denrées alimentaires.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : forte hausse des recettes d'exportations horticoles**

Les recettes d'exportations horticoles se sont établies à 21 M USD pour l'année 2017, soit une hausse de 75 % par rapport à l'année précédente selon le Conseil national des exportations agricoles (NAEB). Cette filière contribue pour 3 % du PIB rwandais et pour près de 10 % du PIB agricole. D'ici 2020, le Rwanda envisage de tirer 140 M USD de recettes de ce sous-secteur.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Soudan : forte hausse de l'inflation**

L'inflation continue sa progression en janvier, atteignant 52 % sur un an. Selon plusieurs observateurs, si les tensions inflationnistes continuent de s'exacerber, le risque est sérieux d'une crise économique. L'augmentation de l'inflation s'explique notamment par un déficit public financé par la création monétaire et par la faiblesse de la monnaie locale.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : nouvelle loi sur la gestion de l'eau en Tanzanie**

Le ministre de l'Eau et de l'Irrigation, Isaack Kamwelwe, a déclaré que le gouvernement travaillait à un projet de loi selon lequel les services de gestion de l'eau -Dawasco pour Dar Es Salam et les autorités régionales d'approvisionnement en eau et d'assainissement, WSSA - devront mettre en place un système d'évacuation des eaux usées dans leur zone de compétence. L'objectif est de réduire l'important coût social et financier (évalué à 300 M USD par an) des épidémies. Seuls 11 des 25 WSSA ont construit des réseaux d'égouts, tous jugés insatisfaisants.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Nigéria : rapprochement commercial avec le Royaume-Uni**

L'agence britannique pour le financement des exports (UKEF) a annoncé qu'elle ajouterait le Naira au registre des monnaies pré-approuvées, permettant ainsi que le financement des transactions entre les deux pays soit libellé en devise nigériane. Poursuivant le même objectif, le président du Conseil pour les entreprises et investissements du Commonwealth, Lord Marland, a demandé au gouvernement britannique de faire du Nigéria l'un de ses alliés commerciaux post-Brexit. Pour information et selon le Bureau nigérian de la statistique (NBS), le Royaume-Uni représentait 4,11 % des importations nigérianes au troisième trimestre 2017, ce qui en fait le 5^{ème} fournisseur du Nigéria sur la période.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : la Chambre de Commerce et d'industrie France Ghana (CCIFG) a accueilli cinq experts des CCI régionales pour le CAP Afrique**

La CCIFG a accueilli pour la 1^{ère} fois 5 experts Afrique des CCI régionales, du 5 au 9 février, avec pour objectif de mettre en lumière le potentiel du Ghana et prescrire le marché ghanéen auprès des entreprises françaises. Intitulé Club d'Affaires Pays Afrique (CAP Afrique), ce séminaire regroupe des experts Afrique qui accompagnent et conseillent les entreprises françaises dans leurs souhaits de se développer sur le continent africain. Le séminaire a été introduit par un discours de l'Ambassadeur de France au Ghana, François Pujolas, ainsi que du vice-président de la CCIFG, Gauthier Pourcelle. Le but étant d'augmenter les échanges commerciaux entre la France et le Ghana, cette semaine de sessions informatives ainsi que des visites d'infrastructures majeures telles que les nouveaux terminaux aéroportuaires et portuaires leur ont permis d'avoir une meilleure connaissance du Ghana.

✉ info@ccifranceghana.com

▼ **Libéria : fin des frais de stockage pour les conteneurs abandonnés**

La direction de l'Autorité portuaire nationale (NPA) a négocié avec APM Terminals et les agences maritimes, un renoncement aux frais de stockage et de surestarie pour les conteneurs abandonnés au port de Monrovia. A noter, la NPA a reçu cette semaine une délégation nigériane d'investisseurs dans l'optique d'éventuels investissements dans l'industrie portuaire du Libéria. Par ailleurs, la vice-présidente du Libéria, Jewel Howard-Taylor, a inauguré le premier cargo libérien produit localement depuis la fin de la guerre civile, construit par une équipe sino-libérienne.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : vote d'une loi relative au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme**

Conformément aux obligations fixées par l'UEMOA en 2015, l'Assemblée nationale sénégalaise a adopté le 13 février une loi permettant la prévention et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. La loi responsabilise juridiquement les institutions financières privées et publiques qui participeraient, de manière consciente ou inconsciente, au blanchiment de capitaux issus d'actes criminels ou à leur financement.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burundi : sous-consommation d'électricité inquiétante pour la Regideso**

La régie burundaise de production et de distribution de l'électricité (Regideso) déplore la sous-consommation d'électricité dans le pays. Avec une consommation de 23 kW par an et par ménage, le Burundi est largement en deçà de la moyenne africaine qui s'établit à 150 kW par an et par ménage. Les mauvaises ventes de la Regideso s'expliqueraient en partie par la hausse du tarif de l'électricité appliquée depuis septembre 2017, faisant suite au lancement d'une nouvelle centrale thermique de 20 MW. Les consommateurs seraient dans l'incapacité de faire face à cette augmentation de prix.

✉ benoit.gautier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : cinq nouveaux plans d'assistance pour dynamiser le secteur des PME**

Le soutien aux Petites et Moyennes Entreprises s'inscrit parmi les principales priorités du gouvernement mauricien au regard de son poids dans l'économie nationale. Les PME contribuent actuellement à 40 % du PIB et 55 % de la main d'œuvre mauricienne, parts que les autorités ambitionnent de faire passer à 52 % et 64 % au cours des dix prochaines années. Pour ce faire, un plan à 10 ans vient d'être lancé et une loi dédiée intitulée *Small and Medium Enterprise Act* a été promulguée en janvier. *SME Mauritius*, nouvelle entité dédiée aux petites et moyennes entreprises, vient de lancer cinq nouveaux plans d'assistance, à savoir (i) une aide financière pour l'utilisation de panneaux photovoltaïques ; (ii) un programme de mentorat ; (iii) l'introduction du business inclusif avec le partage de technologie et de connaissances ; (iv) une présence accrue en ligne et (v) la mise en place du système de bar code.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : financement d'une école d'aviation par la Chine**

Le président tanzanien John Magufuli vient de signer avec la Chine, un accord portant sur une subvention de 62 M USD pour la création d'une école d'aviation à Dar Es Salam. L'école formera des pilotes et des techniciens. Les pilotes tanzaniens opérationnels ne seraient que quelques dizaines aujourd'hui, alors que la Tanzanie, qui compte 3,5 millions de passagers par an, relance à grand frais sa compagnie nationale.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Sierra Leone : Freetown signe un prêt avec l'Eximbank chinoise pour son aéroport

Le gouvernement sierra léonais a signé un accord de prêt avec la banque d'export-import chinoise pour la construction du nouvel aéroport international Mamammah. L'entreprise contractante est *China Railway International Group*. La construction se fera en 2 phases pour un montant total de 318 M USD ; la première phase, devant rendre l'infrastructure opérationnelle, devrait être terminée d'ici 2022. Pour rappel, ce projet a fait l'objet de nombreuses réticences de la part des bailleurs de fonds et notamment du FMI, en raison de la pertinence du projet, jugé non prioritaire dans un contexte conjoncturel difficile et compte tenu des risques que ce nouvel emprunt fait courir sur le niveau d'endettement du pays.

✉ Marlene.MARQUESLOPES@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Afreximbank veut investir 1,5 Mds USD au cours des prochaines années

Au terme d'une audience avec le Chef d'Etat mauritanien, le président de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a annoncé l'ambition de son institution d'investir près de 1,5 Mds USD en Mauritanie au cours des prochaines années. Ces investissements visent essentiellement les secteurs de la pêche, des mines et de l'énergie, avec la construction de ports de pêche, d'infrastructures énergétiques, de parcs industriels et de transformation de matières premières.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : le 3^{ème} pont de Niamey sera opérationnel avant 2021

Le 3^{ème} pont de Niamey sur le fleuve Niger, dénommé Pont Général Seyni Kountché, dont les travaux de construction ont été officiellement lancés le 6 avril 2017 par le président nigérien Issoufou Mahamadou, sera achevé avant 2021. Cet ouvrage, le plus grand projet financé par la Chine, permettra de relier le premier et le cinquième arrondissement de la capitale. D'une longueur de 3,7 km, ce pont permettra de fluidifier la circulation et d'améliorer la connectivité avec l'Ouest du pays. C'est le deuxième pont financé par la coopération chinoise à Niamey.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Sénégal : validation d'un prêt de politique publique pour le secteur de l'eau

Un prêt de politique publique (aide budgétaire sectorielle) accordé par l'AFD d'un montant de 41 M EUR a été signé le 2 février 2018, en marge de la visite du Président Emmanuel Macron. Ce prêt s'inscrit dans un programme de soutien au secteur de l'eau de 80 M EUR, en co-financement avec l'UE. Ce programme devrait entre autres permettre une amélioration de la gouvernance sectorielle, une consolidation de l'équilibre de financement du secteur, et une augmentation du nombre de branchements à l'eau potable.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : signature avec la Russie d'un MoU dans le nucléaire**

Le MoU a été conclu entre le ministre congolais de la Recherche scientifique et de l'Innovation technique et la compagnie russe Rosatom. Il prévoit la construction d'infrastructures nucléaires – notamment un laboratoire de recherche nucléaire –, la mise en place de programmes de sensibilisation sur les technologies nucléaires ainsi que leurs applications possibles dans les domaines de l'industrie, l'agriculture, la médecine et l'énergie. Le pays souhaite utiliser le nucléaire dans ses secteurs de diversification de l'économie, à l'instar d'un projet de surveillance des maladies animales et de certification de l'état sanitaire des animaux importés, qui sera réalisé avec l'aide de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

✉ ingrid.oramalu@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Tchad : la stratégie 2018-2021 de la coopération suisse pour le Tchad est arrêtée**

Le 12 février, la Coopération suisse a lancé sa stratégie pour la période 2018-2021 pour 94 millions de Francs suisses, soit environ 54 Mds de FCFA, conformément à ce qui avait été annoncé à la table ronde de Paris de septembre 2017 pour le Plan national de développement (PND). Cet argent devrait favoriser trois domaines prioritaires : la citoyenneté, la paix, et la prévention de la violence. La coopération suisse soutiendra ces priorités au Tchad par l'éducation de base, la formation professionnelle, l'agriculture et la sécurité alimentaire. Cette aide ciblera six régions du pays : l'Ennedi Est, le Wadi-Fira, le Batha, le Moyen Chari, le Mandoul et le Logone Oriental.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ **Rwanda : la Banque européenne d'investissement annonce 69 M EUR (85 M USD) d'investissements**

La BEI a annoncé 69 M EUR (85 M USD) d'investissements dans les nouvelles infrastructures et le secteur privé. La BEI financera notamment la construction de la première station d'épuration du pays pour un montant de 45 M EUR (55 M USD). Le reste de l'investissement se décompose en nouvelles lignes de crédit visant à soutenir l'investissement des entrepreneurs et des petites entreprises à travers le pays.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Seychelles : assistance financière de la FAO pour le soutien à l'agriculture vivrière**

Un don de 2,6 M USD vient d'être octroyé pour divers programmes d'assistance technique destinés à soutenir les productions agricoles locales et réduire les importations de produits alimentaires. Une douzaine de projets sont ciblés à la fois dans le secteur des productions vivrières et de la pêche artisanale. Il s'agit du second don octroyé par la FAO aux Seychelles et ce, suite à la mise en place satisfaisante des diverses opérations sur la période 2014-17.

✉ hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : accord entre l'agence de l'électricité tanzanienne (TANESCO) et Kibo Mining**

TANESCO vient de signer un protocole d'accord avec *Kibo Mining* pour l'achat d'électricité (PPA) du projet phare d'énergie carbonée de 300 MW de la société *Mbeya Coal to Power (MCP)*. *Kibo Mining* espère finaliser l'accord financier au second semestre 2018, de là la mise en production pourrait être effective dans les 36 mois. La production de la centrale, située près de la frontière avec le Malawi, permettra de pallier le déficit énergétique tanzanien avec une production actuelle inférieure à 1000 MW, alors que la demande est d'environ le double. Ce projet associe également *General Electric et SEPCO III*. Le charbon représente actuellement moins de 0,5 % de la production d'électricité en Tanzanie.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : accord d'assistance technique de la Corée du sud pour l'amélioration de la production statistique en Tanzanie**

Le Bureau national des statistiques Tanzanien (NBS) a signé un protocole d'accord avec son homologue coréen (KOSTAT) visant à améliorer la qualité de la production statistique du pays. Le coût du programme d'assistance technique, prévu sur trois ans à partir de cette année, s'élève à 3 M USD. Il portera en particulier sur la projection des données démographiques. L'amélioration de la qualité des données en Tanzanie est déterminante pour faciliter l'analyse économique et la formulation des politiques.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Côte d'Ivoire : hausse attendue de la production de noix de cajou

Le pays vient de lancer la nouvelle campagne de commercialisation de la noix de cajou. Les autorités visent une production de 750 000 tonnes, ce qui représentera une hausse de 5,5 % par rapport à celle de 2017 qui avait atteint environ 711 000 tonnes, soit 22 % de la production mondiale. Ce niveau record de production permet à la Côte d'Ivoire de conserver sa position de 1^{er} producteur mondial. Le prix plancher bord champ payé au producteur a été fixé à 500 FCFA le kilo, contre 440 FCFA en 2017. Environ 86 % de la production nationale est exportée, principalement à destination du Vietnam (68 %), de l'Inde (28 %) et du Brésil (3 %). Le taux de transformation local demeure marginal, à seulement 7% en 2017.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : soutien des bailleurs de fonds pour le renforcement du secteur électrique

À l'occasion de l'inauguration d'un projet de mini-réseau solaire hybride de 85 kWp dans l'État d'Ogun, le chef des opérations de l'Union européenne au Nigéria a annoncé que l'institution allait dédier 150 M EUR à l'amélioration des services électriques dans le pays. Selon le ministère de l'Energie nigérian, 40 % de la consommation mensuelle de diesel à l'échelle du pays, soit près de 80 M USD, serait destinée à la génération électrique. Autre information du secteur, la Banque mondiale a accordé un crédit sur les ressources de l'IDA de 486 M USD pour le développement du projet nigérian de transmission électrique (NETAP) qui vise à augmenter la capacité de transport électrique.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : RUSAL commande 114 wagons pour son projet de bauxite de Dian-Dian

Suite à un appel d'offres international lancé par RUSAL, l'entreprise russe, la société de production et de recherche appliquée *United Wagon Company* a été retenue pour livrer 114 wagons-trémies pour le transport de la bauxite extraite par RUSAL à Dian-Dian, le plus riche et grand gisement de bauxite au monde situé dans la région de Boké. Ces wagons –trémies auront chacun une capacité de charge maximale de 101,5 T avec un volume de chargement de 54 m³. A noter que RUSAL est le propriétaire de l'usine d'alumine de Fria dont la production devrait démarrer en avril 2018.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Sonatrach confirme la découverte de nouveaux gisements de pétrole**

La compagnie algérienne Sonatrach, spécialisée dans l'amont pétrolier, a annoncé la découverte d'un gisement pétrolier dans la région de Kafra, au Nord du Niger. Le gisement est logé sur le bloc Kafra I, situé à la frontière algéro-nigérienne. La Sonatrach explore depuis plusieurs années au Niger où elle a obtenu, en 2005, un permis de recherche. Les études post-forages n'ont pas encore permis de déterminer la portée économique du gisement. Les enjeux sont importants pour le Niger qui a commencé depuis 2011 à produire du pétrole à partir du bloc d'Agadem, exploité conjointement avec le groupe pétrolier chinois CNPC, avec une production de 20 000 barils/jour.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Congo-Brazzaville : une "route des forestiers" en projet pour fluidifier le trafic et augmenter les recettes fiscales**

Le projet de construction de la "route des forestiers", en discussion entre le gouvernement et les sociétés forestières, faciliterait les liaisons Nord-Sud lors du transport du bois depuis les lieux d'exploitation jusqu'au port autonome de Pointe-Noire. Si jusqu'alors les sociétés forestières, dont Cib et le Français Rougier, exportent leurs bois via le Port de Douala - de plus en plus engorgé et plus coûteux suite à un doublement de la taxe d'exportation au Cameroun -, cette nouvelle route de 846 km permettrait au fisc congolais de tirer davantage profit de la fiscalité issue du secteur forestier, 2^{ème} poste des exportations, 6 % de son PIB mais dont les recettes fiscales restent faibles.

✉ ingrid.oramalu@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Tchad : les négociations sur le prix des carburants au Tchad n'ont pas abouti**

Un arrêté issu de l'application de la Loi de Finances 2018 a prévu au mois de janvier 2018 une augmentation du prix du litre de gasoil de 568 à 590 FCFA et de l'essence de 523 à 570 FCFA. Les transporteurs ont donc fait grève le 22 janvier avant d'accepter l'ouverture d'une séquence de négociation avec les autorités. Un mémorandum pour demander l'annulation de l'augmentation a été transmis au gouvernement le 2 février par les transporteurs, qui ont donné comme date butoir pour une réponse le 20 février. Le délai étant passé, les syndicats des transporteurs s'appêtent donc à reprendre les mouvements sociaux. Une assemblée générale a été organisée le lundi 19 février pour déterminer les modalités de la suite de la contestation.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ **Industries**

▼ **Niger : le groupe nigérian Dantata veut implanter trois nouvelles industries dans le pays**

Lors d'un entretien avec le Président nigérian Mahamadou Issoufou, le PDG du groupe nigérian Dantata, Elhadj Dantata Aminu, a annoncé l'ambition de son groupe de créer trois industries au Niger. Celles-ci concerneraient les domaines de l'agroalimentaire (production de viande), l'agrochimie (fabrication d'engrais chimiques), ainsi que la fabrication d'aliments pour bétail. Il y a quelques semaines, Dantata avait signé des accords commerciaux avec la région de Maradi, la capitale économique du Niger.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Océan Indien : Nouvelle étape dans la concrétisation du projet METISS

Après la signature par un consortium de 6 opérateurs régionaux de l'accord de gestion du câble sous-marin à très haut débit METISS (*Melting poT Indianoceanic Submarine System*) le 13 décembre 2017, le contrat de construction de cet ouvrage a été attribué aux sociétés *Alcatel Submarine Networks* (ASN) et *Elettra TLC*, filiale du groupe Orange, le 1^{er} février 2018. D'un coût de 40 M EUR, cette infrastructure numérique de 3000 km disposant d'une vitesse de connexion de 24 000 gigabits/seconde devrait être opérationnelle d'ici 2019. Le projet METISS bénéficie du soutien financier de l'Union Européenne et de l'AFD.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr & eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ MTN prépare la cession de 30 % du capital de sa filiale nigériane

Le groupe de télécom sud-africain MTN devrait céder ce semestre près de 30 % du capital de sa filiale nigériane sur la bourse de Lagos, pour une somme qui pourrait atteindre 6 Mds de Rands, soit près de 500 M USD. Pour rappel, cette décision fait partie de l'accord signé par MTN avec les autorités nigérianes pour le règlement d'une amende d'un peu plus d'1 Md USD sur 3 ans. La pénalité avait été infligée à l'opérateur sud-africain suite au non-respect de l'échéance fixée pour radier les comptes de ses utilisateurs non enregistrés.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : un nouveau Directeur Général à Orange Cameroun

Frédéric Debord ancien Directeur des opérations d'Ooredoo au Koweït, remplace Elisabeth Medou Badang, en poste au Cameroun depuis 2013. La Directrice sortante est promue au comité de direction d'Orange Middle East and Africa, en tant que directrice de zone et porte-parole.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : Total Gabon affiche une progression de son chiffre d'affaires en 2017

Sur l'ensemble de l'année 2017, la filiale gabonaise du groupe Total, Total Gabon, a réalisé un chiffre d'affaires de 914 M USD, progressant de 17 % par rapport à l'année 2016 (784 M USD). Cette augmentation s'explique, notamment, par la remontée des cours du prix moyen du brut, en hausse de 31 % par rapport à 2016. La production de pétrole brut a, quant à elle, diminué de 6 %, s'élevant à 44 600 barils par jour.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Congo-Brazzaville : la CCIAM prendra part au Salon de l'industrie et de la sous-traitance du Grand Ouest

La Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers (CCIAM) de Pointe-Noire conduira une délégation d'une vingtaine d'entreprises congolaises au Salon de l'industrie et de la sous-traitance du Grand Ouest qui aura lieu du 20 au 22 mars 2018, à Nantes. Sa participation à cet événement – qui a lieu tous les deux ans - s'inscrit dans le cadre d'un partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie de Nantes Saint Nazaire qui a abouti, début 2017, à un programme de formation de chefs d'entreprises congolais dans les métiers de la gestion, baptisé *Le Parcours de l'entrepreneur*.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : remaniement du gouvernement d'Emmanuel Issoze Ngondet

Le 20 février dernier, le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, a procédé à un remaniement de son gouvernement. Parmi les changements de portefeuille, on note le départ de Yves-Fernand Manfoumbi, ministre de l'Agriculture, remplacé par le ministre de la promotion des PME, Biendi Maganga Moussavou, et la nomination de Guy Rossatanga-Rignault, ancien secrétaire général à la Présidence, au poste de ministre de la Pêche, de la Mer, et de la Sécurité maritime. Fait son entrée, par ailleurs, au gouvernement, la députée de Ndendé, Solange Mbondzi, en tant que ministre déléguée auprès du ministre d'Etat du Budget et des Comptes publics.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

anne.cussac@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

